

Article

« Le patrimoine immatériel religieux au Québec : sauvegarder l'immatériel par le virtuel »

Laurier Turgeon et Louise Saint-Pierre

Ethnologies, vol. 31, n° 1, 2009, p. 201-233.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/038505ar>

DOI: 10.7202/038505ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

LE PATRIMOINE IMMATÉRIEL RELIGIEUX AU QUÉBEC

Sauvegarder l'immatériel par le virtuel

Laurier Turgeon

*Titulaire de la Chaire de recherche
du Canada en patrimoine ethnologique,
Université Laval*

Louise Saint-Pierre

*Chaire de recherche du Canada en
patrimoine ethnologique
Le ministère de la Culture des
Communications et de la Condition féminine*

Introduction

Le patrimoine religieux du Québec est aujourd'hui plus que jamais menacé. L'effondrement de la pratique religieuse, le vieillissement prononcé des communautés religieuses, la fermeture massive des paroisses et des églises et la vente forcée de biens religieux caractérisent ce mouvement de déclin que l'on peut qualifier de « crise ». Les chiffres révèlent avec éloquence la profondeur et l'ampleur de cette crise du patrimoine religieux au Québec. Par exemple, le diocèse de Québec qui comptait plus de 500 prêtres séculiers en exercice avant 2003 n'en a plus qu'une soixantaine actuellement pour desservir 233 paroisses (Morisset et Noppen 2005 : 74). Ajoutons que la moyenne d'âge des prêtres en activité est de 65 ans. Le problème du vieillissement est encore plus marqué chez les congrégations féminines. Plusieurs des communautés fondatrices sont destinées à disparaître à brève échéance. Par exemple, les Ursulines de Québec, qui comptaient plusieurs centaines de sœurs il y a à peine quarante ans, ne sont plus qu'une trentaine dont l'âge moyen oscille autour de 82 ans. La situation est semblable chez les Augustines qui ont été dans l'obligation de fermer leurs quatre monastères en région (Gaspé, Montmagny, Saint-George et Lévis) et de regrouper biens et personnes au monastère de l'Hôtel-Dieu de Québec (Tanguay 2005 : 191). La désaffection des églises et

des chapelles s'accélère et, selon Luc Noppen, cette chute « n'est qu'à ses débuts » (2006 : 278).

Devant l'ampleur de la crise et les enjeux culturels et mémoriaux pour la société québécoise, les pouvoirs publics et la société civile ont commencé à réagir. Fort heureusement il y a des visionnaires comme Jean Simard (1979, 1984, 1989, 1995, 1998) et Luc Noppen (1997, 2005, 2006) qui, depuis déjà longtemps, sensibilisent les esprits à l'apport considérable des congrégations religieuses au patrimoine québécois, que ce soit dans le domaine de l'architecture, des arts ou de l'artisanat. Ils ont très tôt fait la distinction entre la mission religieuse et la mission patrimoniale, laissant entendre que la sauvegarde du patrimoine religieux était animée par des motifs culturels et non par une volonté de renouveau religieux et évangéliste. D'ailleurs, selon eux, la patrimonialisation du religieux était à peu près le seul moyen de conserver l'héritage religieux du Québec, compte tenu de la désertion massive des pratiquants. Il faut dire aussi qu'au cours des dernières années la création de sociétés et d'associations de protection du patrimoine par des membres du clergé, mais encore plus souvent par de simples citoyens ont contribué à mobiliser l'opinion publique et les législateurs et à élaborer des politiques de sauvegarde du patrimoine. Créée en 1995, la Fondation patrimoine religieux du Québec (devenu en 2008 le Conseil du patrimoine religieux), composée de religieux et de laïcs surtout masculins, s'est donné comme mission la restauration et la mise en valeur du patrimoine religieux québécois, essentiellement les églises, grâce à des subsides du gouvernement du Québec. La même année est mise sur pied la Mission patrimoine religieux du Québec, une corporation sans but lucratif, qui a pour mandat d'aider et d'encourager les congrégations religieuses à définir et à sauvegarder leur patrimoine¹. Constituée principalement de femmes, religieuses et laïques, Mission patrimoine religieux organise tous les ans un colloque pour faire l'état de l'avancement des travaux et pour chercher des nouvelles façons de sauvegarder et de mettre en valeur le patrimoine religieux.

Malgré les progrès notables des dernières années, il n'en demeure pas moins que les interventions sont parfois lentes à se concrétiser et portent sur certains secteurs plus que d'autres. La dotation des fonds se fait encore massivement et presque exclusivement dans les secteurs traditionnels d'intervention du patrimoine, c'est-à-dire dans le domaine du bâti. Par exemple, de 1996 à 2006 la Fondation patrimoine religieux

1. Voir <http://www.patrimoine-religieux.qc.ca/fr/organisme/historique.php> (4 septembre 2008)

a obtenu plus 150 millions de dollars pour l'entretien et la restauration de plusieurs centaines d'églises (Morisset, Noppen et Coomans 2006 : 15), alors que pendant la même période un seul projet de sauvegarde du patrimoine immatériel religieux a reçu du financement du gouvernement, celui des Augustines de Québec pour le montant d'environ 35 000 dollars. Les quelques autres projets réalisés ont été financés par les congrégations religieuses à même leurs propres budgets.

C'est regrettable, car le patrimoine immatériel religieux est celui qui est le plus menacé dans la mesure où il est porté par des personnes. La mémoire orale, les savoir-faire, les fêtes, les rites et les coutumes sont des traditions vivantes conservées par la simple pratique, répétées à des moments précis de la journée ou de l'année. Elles se transmettent par des personnes, souvent reconnus comme des porteurs de traditions, et, lorsque les personnes disparaissent, les traditions vivantes disparaissent avec elles de manière irrévocable. Contrairement au patrimoine bâti qui se dégrade généralement sur une longue période et qui donne du temps pour intervenir², les personnes âgées disparaissent souvent subitement et sans avertissement, entraînant avec elles la perte des traditions de la communauté. Étant des pratiques, celles-ci sont par définition pratiquées, c'est-à-dire transmises par le geste et la parole et donc rarement consignées par l'écrit. Même lorsqu'elles sont écrites, il est souvent très difficile, voire impossible, de les reproduire en raison de l'absence des nombreux détails nécessaires à leur reconstitution. Comme une langue, un patrimoine qui n'est pas pratiqué finit par mourir. Les travaux pionniers de Marius Barbeau chez les Ursulines (1942, 1946) et ceux plus récents de Jean Simard chez les Augustines (1998) ont montré le rôle fondamental de la parole et du geste dans la transmission des savoir-faire artisanaux et artistiques, des mémoires et des pratiques des lieux, et des événements et des personnes. Ce mode de transmission vivant a été privilégié dans les communautés religieuses d'autant plus qu'elles ont toujours assuré une grande permanence, une étonnante stabilité institutionnelle et un fort esprit de conservation dans un milieu relativement fermé. L'enquête orale demeure donc le seul moyen de recenser ce patrimoine dit immatériel. La sauvegarde de la mémoire et des savoir-faire ne permet pas seulement de conserver les éléments intangibles du patrimoine, mais aussi de mieux comprendre et préserver ses éléments tangibles. La connaissance de la pratique d'un objet, d'un

2. Même lors d'un feu ou d'une catastrophe naturelle, il reste toujours des structures du bâtiment ou des plans ou encore des photographies qui permettent de le reconstruire.

bâtiment ou d'un paysage donne la possibilité de saisir son histoire, ses usages sociaux et ses valeurs symboliques. Après tout, ce sont les composantes immatérielles (la mémoire, les valeurs, l'attachement) qui insufflent un sens à la culture matérielle.

On a assisté ces toutes dernières années à l'émergence d'une sensibilité accrue chez les Québécois envers leur patrimoine religieux. L'année 2004 représente sans doute un point tournant dans cette ouverture au patrimoine immatériel religieux, marqué par deux événements majeurs : d'abord, le colloque sur l'avenir du patrimoine religieux du Québec à l'Église Saint-Dominique qui a réuni plus de 450 personnes de toutes les régions du Québec et de tous les milieux, tant religieux que laïc³, et qui a suscité un débat et une prise de conscience des enjeux liés au patrimoine immatériel et, ensuite, la création, quelques semaines plus tard, d'une commission parlementaire sur l'avenir du patrimoine religieux du Québec qui, du coup, reconnaît l'importance culturelle et historique de ce patrimoine dans toutes ses manifestations, tant par le mobilier et le bâti que par l'immatériel, et dans toutes les traditions religieuses confondues. La Commission a lancé une vaste consultation auprès du public et a préparé un rapport comprenant une trentaine de recommandations destinées à guider le gouvernement du Québec.⁴ Sensibles aux nombreux mémoires qui soulignaient l'urgence d'interventions dans la conservation de ce patrimoine, les membres de la Commission ont judicieusement recommandé au gouvernement du Québec la sauvegarde et la promotion du patrimoine immatériel religieux, formulée dans la recommandation sept du rapport qui précise

qu'un programme d'enquêtes sur le patrimoine religieux immatériel soit coordonné dans les plus brefs délais ... et que soit élaborée, en collaboration avec les établissements d'enseignement et les musées, avec la participation des communautés et des groupes qui créent, entretiennent et transmettent ce patrimoine, une stratégie d'intervention cohérente et efficace dans le but de connaître, de protéger et de transmettre le patrimoine religieux immatériel du Québec (Assemblée nationale du Québec 2006 : 21).

Nous avons voulu relever ce défi en mettant à profit l'expertise en patrimoine immatériel développé par la Chaire de recherche du Canada

3. Les actes du colloque ont été publiés l'année suivante dans Turgeon 2005.

4. Voir Assemblée nationale du Québec 2006.

en patrimoine ethnologique de l'Université Laval.⁵ À l'automne 2006, la Chaire formait un comité de consultation réunissant des représentants des communautés religieuses, d'organismes voués à la sauvegarde et à la préservation du patrimoine religieux, les responsables du patrimoine religieux au ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, et des experts du patrimoine religieux. Le mandat du comité était de procéder à la mise en place d'un inventaire national du patrimoine immatériel religieux du Québec. Le comité s'est réuni régulièrement afin de définir les éléments d'une stratégie et d'une méthodologie de déploiement d'un vaste inventaire ethnologique présenté sous forme d'une base de données multimédia numérique. L'inventaire semblait le meilleur moyen d'identifier, de sauvegarder et de mettre en valeur ce patrimoine immatériel religieux.

Méthodologie : conserver pour communiquer

Les inventaires n'ont pas très bonne réputation parmi les ethnologues et les chercheurs en sciences humaines généralement. On leur reproche souvent de transformer des traditions vivantes en archives, de sélectionner et de hiérarchiser, puis de figer les pratiques traditionnelles en les conservant en copie unique érigée en modèle. Il freinerait l'évolution des pratiques culturelles et enlèverait à la culture traditionnelle son dynamisme. Mais comment peut-on réduire ainsi l'inventaire alors qu'il est à la base de toute démarche scientifique ? La constitution d'un corpus d'informations, donc d'un inventaire, n'est-il pas un préalable à toute recherche scientifique ? Même les praticiens (artisans, conteurs, musiciens, chanteurs) font de petits inventaires des différentes pratiques observées de manière informelle lorsqu'ils constituent leurs répertoires. C'est moins l'inventaire lui-même que l'on doit remettre en cause que la manière de le faire. Animés par la théorie des survivances, les ethnologues d'il n'y a pas si longtemps recherchaient les récits ou les pratiques les plus authentiques et en faisaient des objets de contemplation. Le but n'était pas de transmettre les traditions pour les communiquer, mais plutôt de les conserver et de les figer dans leurs formes jugées les plus pures. Il faut dire que l'inventaire ethnologique classique, réalisé sur support analogique (bandes

5. La Chaire a développé un inventaire multimédia numérisé du patrimoine immatériel du Québec depuis 2004, disponible sur le Web, connu sous l'acronyme IREPI (www.patrimoine-immateriel.ulaval.ca).

magnétiques et films), exigeait des équipements lourds, de longs séjours sur le terrain, et des conditions de conservation particulières (salles à température et à humidité contrôlées) qui entraînaient des coûts élevés. Ainsi, les enregistrements sonores et audiovisuels étaient généralement réalisés une seule fois, essentiellement dans une perspective de préservation, conservés en un exemplaire unique dans un lieu hautement sécuritaire et fermé à clé. Les praticiens, à commencer par les informateurs eux-mêmes, avaient difficilement accès à ces enregistrements qui, en raison de leur caractère singulier, étaient érigés en références incontournables.

Plus qu'un simple inventaire destiné à la conservation, nous souhaitons faire une base de données multimédia virtuelle qui facilite la communication du patrimoine immatériel religieux. Nous croyons même que la communication est le meilleur moyen de conserver le patrimoine immatériel religieux dans la mesure où il participe à sa transmission. La transmission n'assure pas seulement la conservation des traditions, elle contribue à les transformer, à les dynamiser et à les renouveler en leur trouvant de nouveaux usages sociaux. Par la même occasion, elle participe à la valorisation et à la reconnaissance de ceux qui les transmettent. Il ne s'agit pas de promouvoir le culte, mais de faire connaître et reconnaître les pratiques traditionnelles — cultuelles et culturelles — et leurs artisans en tant que patrimoine dans un souci d'éducation du grand public. L'usage d'équipements d'enregistrement électroniques, de bases de données numériques et des applications Web pour exploiter ces bases a contribué à révolutionner les pratiques de l'inventaire du patrimoine immatériel. Les nouvelles technologies de l'information facilitent non seulement la fabrication, l'accès et la gestion des inventaires, elles suscitent de nouvelles façons de concevoir et de réaliser l'inventaire lui-même. Les communautés et les porteurs de tradition peuvent participer plus facilement au processus de collecte et de communication des données. L'accès aux données par le Web permet des appropriations et réappropriations multiples par un large éventail de personnes (communautés elles-mêmes, journalistes, muséologues, chercheurs) et favorise l'évolution des pratiques et la valorisation sociale des communautés qui en sont les détenteurs. En effet, l'inventaire virtuel devient un outil dynamique de communication patrimoniale et de développement culturel et social. Compte tenu du caractère novateur de notre approche, nous tenions à mettre à l'épreuve la méthodologie développée et à bien planifier le terrain. Il nous semblait donc souhaitable de réaliser un projet pilote auprès de

communautés de différentes confessions et de tester nos outils avant de se lancer dans un inventaire national.⁶

Les objectifs du projet pilote étaient les suivants :

- L'évaluation de la nature et de l'étendue du patrimoine immatériel religieux à partir d'un échantillon qui recoupe les principales institutions religieuses du Québec;
- Le développement d'une méthodologie appropriée, des outils d'enquête et d'une grille de classification efficaces qui serviront de modèle pour l'inventaire national;
- La cueillette des données sur le terrain et leur traitement en laboratoire en vue d'élaborer un inventaire informatisé multimédia comprenant des descriptions textuelles, des photographies, des extraits sonores et des extraits audiovisuels, géré par le biais d'un site Web, afin de rendre l'inventaire facilement accessible au public;
- L'organisation d'interventions culturelles pendant ou après les enquêtes pour mettre en valeur et communiquer le patrimoine immatériel religieux directement sur le terrain par le montage d'expositions, la préparation de documents multimédias, la rédaction d'articles, des entrevues à la radio ou à la télévision.

Le projet pilote a débuté en septembre 2007 et s'est poursuivi jusqu'en février 2008. La Chaire a recruté une équipe d'ethnologues et a assuré dix jours de formation sur le patrimoine matériel et immatériel religieux, sur la méthodologie d'inventaire et sur les équipements multimédias. Par la suite, les ethnologues ont rencontré les responsables des communautés afin d'identifier les principaux porteurs de tradition, de définir les sujets et les types d'entrevues et d'établir un calendrier de rencontres. Après avoir contacté les informateurs, des entrevues ont été réalisées avec les porteurs de tradition ciblés. L'enquêteur procédait à des enregistrements sonores et à la captation d'images (photographies et vidéos). Par la suite, débutait le traitement des données, soit la rédaction de fiches descriptives, le classement des récits, le montage des extraits sonores et visuels ainsi que le traitement des images.

6. Pour plus d'informations sur ce projet pilote, voir Laurier Turgeon et Louise Saint-Pierre 2008.

Nous avons adopté une définition du patrimoine immatériel religieux assez large qui déborde le caractère strictement religieux et spirituel pour atteindre la vie culturelle et sociale des religieuses et des religieux. Il faut d'abord dire que limiter le patrimoine religieux à la seule sphère du sacré serait très restrictif et nous ferait manquer l'essentiel qui est d'ordre culturel. Par exemple, les pratiques religieuses et spirituelles des communautés religieuses catholiques sont très semblables, régies par à peu près les mêmes rites imposés par la doctrine de l'Église catholique romaine. Un inventaire qui porterait exclusivement sur le patrimoine sacré serait donc assez redondant, du moins pour les catholiques qui représentent la grande majorité de la population québécoise. La spécificité du patrimoine religieux québécois réside dans son adaptation au territoire, dans son histoire, dans la vocation particulière de chacune des congrégations et dans la culture institutionnelle qui se développe dans les communautés. C'est sans doute pour cette raison que tous les spécialistes proposent une définition large du patrimoine immatériel religieux. Par exemple, Mission patrimoine religieux englobe dans sa définition les savoir-faire de la vie communautaire, professionnelle et artisanale :

Le patrimoine immatériel est celui qui fait découvrir les us et coutumes qui découlent de l'esprit et du charisme des fondateurs ainsi que de la mission propre à chaque communauté; des savoirs et des savoir-faire qui ont été développés et transmis de génération en génération dans chacune des institutions et qui se rapportent à la vie communautaire, à la vie religieuse, à la vie professionnelle ainsi qu'à l'artisanat pratiqué dans chacune des communautés (*Bulletin de Mission patrimoine religieux*, n° 8, 2005 : 10).

De même, Jean Simard, s'inspirant de la définition du patrimoine donnée en 2000 par le Groupe-conseil sur la politique du patrimoine culturel du Québec présidé par Roland Arpin, estime qu'est patrimoine tout ce qui est approprié collectivement pour sa valeur de témoignage et de mémoire historique : « En font partie des objets matériels mais aussi des savoirs et des savoir-faire immatériels que détiennent des porteurs de traditions » (Simard, Bergeron et Masse 2006). Il faut dire que ce sont ces savoir-faire et ces mémoires spécifiques qui représentent les éléments les plus menacés et les plus significatifs de ce patrimoine religieux avec la disparition prochaine de bon nombre de communautés religieuses. Lorsque disparaissent les personnes qui portent les traditions, le savoir et la mémoire de ces choses, c'est-à-dire ce qui leur donne véritablement sens, ceux-ci sont perdus à tout jamais. Avec cette

préoccupation à l'esprit, nous avons ouvert l'enquête à un nombre assez grand de possibilités pour éviter de passer à côté de traditions uniques. Plutôt que d'imposer des choix « d'en haut », basés sur les seuls critères d'esthétisme, d'ancienneté ou d'exclusivité, nous avons invité les membres des communautés à choisir « par le bas » les éléments qui semblaient significatifs et valorisants pour elles.

Afin de s'assurer d'une certaine représentativité, nous avons choisi des communautés québécoises de différentes traditions religieuses. Elles ont été sélectionnées en fonction de leur ancienneté, de la richesse de leur patrimoine, du caractère menacé du groupe ou de l'institution, tout en respectant un équilibre dans la répartition confessionnelle, géographique et de genre (féminines/masculines).

En dépit d'une décroissance marquée qui s'accélère dans les congrégations catholiques, le nombre d'informateurs potentiels demeure assez élevé et le travail à accomplir est considérable. Il y a encore 4146 prêtres, 1370 frères, 393 diacres permanents, 12 624 sœurs catholiques, répartis dans plus de 275 congrégations religieuses catholiques, soit un total de quelque 18 500 religieuses et religieux au Québec (30 % appartenant à des communautés masculines, 70 % à des communautés féminines). Pendant le projet pilote, environ 10% des congrégations religieuses ont été contactées. Nous avons pu identifier plus de 340 informateurs, ce qui représente environ 1,8 % de la population totale. Selon les données fournies par MPR, une personne sur vingt, soit 5 % des religieuses et religieux serait susceptible de livrer des informations pertinentes et de participer à l'inventaire. Il serait donc utile de mener des entrevues auprès d'environ 1050 informateurs (sur une population de 18 500 religieuses et religieux).

Pour le projet pilote, nous avons choisi deux congrégations féminines fondatrices qui possèdent un riche patrimoine immatériel : les Augustines et les Ursulines de Québec. Établies en Nouvelle-France en 1639, les missions éducatives des Ursulines et hospitalières des Augustines ont perduré jusqu'à aujourd'hui sous des formes renouvelées. Nous avons rencontré les Augustines et avons convenu de travailler à partir du corpus des entrevues menées ces dernières années au monastère de l'Hôtel-Dieu de Québec. Pour leur part, les Ursulines souhaitent utiliser les données recueillies lors du projet pilote afin de présenter une exposition sur la mission éducatives des Ursulines à Québec en 2009. Les six informatrices représentent bien la communauté ursuline au point de vue de l'âge et des monastères ou couvents fréquentés.

Quelques-unes ont été pensionnaires chez les Ursulines et la plupart ont fréquenté l'école normale de Mérici ou d'autres institutions des Ursulines. La moyenne d'âge des informatrices est de 82 ans. Il faut noter que les Ursulines interviewées (sœurs de chœur et enseignantes) ont poursuivi des études universitaires et ce, souvent en même temps qu'elles enseignaient. Elles ont occupé différentes fonctions dans le monastère. En prenant leur retraite de l'enseignement, les Ursulines ont toujours des responsabilités au sein de la communauté : quatre religieuses sont impliquées au Centre Marie-de-l'Incarnation et deux siègent au conseil d'administration du monastère.

Nous avons également sollicité les prêtres de la Compagnie de Saint-Sulpice de Montréal, communauté fondatrice masculine, et ils ont accepté d'y participer sans hésitation. La Compagnie célèbre en 2007 le 350^e anniversaire de l'arrivée des premiers prêtres de Saint-Sulpice au Canada. Les commémorations ont permis de rappeler les tâches essentielles de la Compagnie que sont l'évangélisation des Amérindiens, les responsabilités liées à son statut de propriétaire et seigneur de Montréal ainsi que son travail pastoral en paroisse (voir Deslandres, Dickinson et Hubert 2007). Bien que la formation des prêtres constitue la mission principale de Saint-Sulpice, celle-ci ne sera effective qu'à partir du XIX^e siècle, avec la fondation du Grand Séminaire de Montréal (1840). Certains sulpiciens s'occupent du ministère paroissial et de communautés religieuses en tant qu'aumôniers. Le rôle de Saint-Sulpice dans l'enseignement à tous les niveaux et dans le développement culturel (Bibliothèque Saint-Sulpice) a perduré jusque dans la deuxième moitié du XX^e siècle. Huit sulpiciens et un laïc ont été interrogés lors de l'enquête. Les informateurs ont entre 57 et 83 ans. Leurs expériences de vie religieuse sont très diversifiées : séminaristes puis missionnaires, professeurs, curés de paroisse, aumôniers et archivistes. Selon les plus récentes données (septembre 2007), 108 sulpiciens appartiennent à la province canadienne de Saint-Sulpice dont 64 Canadiens, sept Japonais et 37 Colombiens. La province compte aussi dix candidats.

Il nous semblait important d'inclure dans notre projet pilote les paroisses catholiques qui continuent à jouer un rôle important dans la vie communautaire et religieuse. Il y a au Québec, 1879 paroisses catholiques encore en activité. Les paroisses ont un riche patrimoine immatériel, les pratiques religieuses et culturelles y sont diversifiées et ancrées dans la tradition. Après consultation, nous avons choisi la paroisse Saint-Charles-Borromée de Charlesbourg. Fondée en 1670, la

paroisse possède un riche patrimoine immobilier et mobilier. Plusieurs traditions et coutumes religieuses ont été maintenues et la vie paroissiale est dynamique. Par exemple, les paroissiens ont mis sur pied un comité pour sauvegarder et mettre en valeur leur patrimoine. La plupart des informateurs ont plus de 60 ans et fréquentent l'Église Saint-Charles-Borromée sur une base régulière. Toutes les personnes rencontrées sont impliquées dans la communauté et dans le maintien des traditions.

Les communautés protestantes, orthodoxes, juives ainsi que les traditions spirituelles amérindiennes font partie du paysage religieux depuis fort longtemps et leurs traditions sont toujours bien vivantes au Québec. Le patrimoine de ces communautés demeure encore peu ou mal connu des Québécois. Dans le cadre du projet pilote, nous avons mené des enquêtes dans chacune de ces communautés. Elles ont été choisies en fonction de leur ancienneté, de leur patrimoine et de leur dynamisme.

Nous avons retenu la communauté anglicane de Québec en raison de son ancienneté et de sa richesse patrimoniale. La paroisse de Québec fait partie du Diocèse de Québec appartenant à l'Église anglicane du Canada. La cathédrale Holy Trinity est également le siège de l'Archevêché anglican du Québec. Les administrateurs de la cathédrale mettent en valeur leur patrimoine mobilier et immobilier. Le pasteur ainsi que les membres du comité du patrimoine de la cathédrale ont accepté de nous recevoir dans le cadre du projet pilote. Les membres de la communauté sont d'origines assez diverses : historiquement, la communauté était constituée de Britanniques arrivés après la Conquête. La communauté est aujourd'hui composée essentiellement de nouveaux paroissiens, de tradition anglicane, presbytérienne ou autre, venus des îles britanniques, des provinces canadiennes ou des États-Unis à Québec pour un emploi ou pour les études. On remarque tout récemment la présence de paroissiens d'origine francophone catholique, qui se sont intégrés à la communauté pour des raisons diverses, soit la présence d'activités pour les enfants ou tout simplement l'appréciation des membres de la paroisse. Au total, la communauté compte une centaine de foyers, ce qui correspond à environ 180 membres. De ces derniers, 60 % sont des paroissiens réguliers. Même si la plupart des membres sont bilingues et qu'on trouve des lectures bibliques en français lors des services religieux, la langue commune à la communauté est l'anglais. La grande majorité des paroissiens ont entre 50 et 80 ans, mais on y compte aussi quelques plus jeunes familles.

Nous voulions aussi intervenir auprès des communautés protestantes francophones qui sont restées longtemps dans l'ombre dans un Québec très catholique. Notre choix s'est porté sur la paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir (Marieville). Le temple évangélique baptiste de Marieville fut le premier à être érigé exclusivement pour le service de Dieu au Canada français. Sur les six informateurs rencontrés, quatre vivent à Marieville et deux proviennent d'un village avoisinant Sainte-Madeleine. L'âge des informateurs varie entre 40 et 85 ans. Deux informateurs provenaient de familles pionnières du mouvement évangélique à Marieville. Les autres informateurs se sont convertis à la foi évangélique. Il reste peu de familles pionnières qui fréquentent encore aujourd'hui l'église de Marieville. La plupart des paroissiens habitent dans des villages de la région.

Des enquêtes ont été menées à la *Spanish and Portuguese Synagogue* et dans les différentes communautés qui la composent. Fondée en 1768, elle est la plus ancienne synagogue au Canada. Lors de sa fondation, la synagogue regroupait des communautés sépharades venues d'Angleterre. À la fin du XIX^e siècle, les immigrants européens ashkénazes l'ont investie et, depuis les années 1970, les Irakiens, les Marocains et les Libanais, sépharades, se sont intégrés à la communauté. La synagogue est intéressante à plusieurs points de vue : s'y côtoient une communauté sépharade composée de différentes communautés culturelles ainsi qu'une communauté ashkénaze plus ancienne d'Europe de l'Est. C'est une communauté dynamique et en perpétuel renouvellement. La mission de la synagogue *Spanish and Portuguese* est, selon le rabbin Joseph, de maintenir l'orthodoxie juive moderne à Montréal. Les informateurs de la communauté juive ont été choisis afin d'assurer une bonne représentativité des différentes communautés qui la composent : les descendants de familles fondatrices et les représentants des sous-communautés arrivés plus récemment.

Pour ce qui est des orthodoxes, nous avons retenu la cathédrale et la paroisse Saint-Pierre-et-Saint-Paul appartenant à l'Église orthodoxe russe d'Amérique dont les origines remontent à l'Église orthodoxe russe d'Alaska fondée en 1794 par le saint Synode de l'Église russe. La paroisse Saint-Pierre et Saint-Paul, fondée en 1907, est reconnue comme la plus ancienne paroisse orthodoxe au Québec. Nous avons également enquêté dans la communauté orthodoxe de Rawdon, rattachée à la paroisse montréalaise. Établie depuis la Deuxième Guerre mondiale, cette communauté témoigne de l'apparition et du développement de

la communauté russe au Québec. La religion dans la communauté représente un cadre de mise en valeur et de préservation de l'identité culturelle et sociale russe. Contrairement à la cathédrale de Montréal, Rawdon représente une urgence du point de vue de la sauvegarde patrimoniale. Peu de documents et peu de survivants peuvent raconter l'évolution de la communauté et parler de la tradition et des coutumes religieuses orthodoxes. L'enquêteur a rencontré des membres du clergé orthodoxe, le curé et le recteur, des moines, des sous-diacres ainsi que des membres du conseil d'administration des deux paroisses. Les membres de la communauté qui composent les paroisses sont de différentes communautés culturelles (russe, roumaine, ukrainienne et canadienne) et ont plus de cinquante ans.

Pour faciliter le travail de terrain, nous avons recruté un ethnologue innu pour mener les entrevues dans les communautés innues d'Uashat et de Maniutenam, situées près de la ville de Sept-Îles. Le travail d'enquêtes dans ces communautés est long et parfois difficile compte tenu de la barrière linguistique et de la méfiance des Amérindiens à parler de leur patrimoine à des non-autochtones. Dans les communautés amérindiennes, on assiste depuis quelques années au renouveau de la spiritualité autochtone, mais aucune structure organisationnelle ne regroupe les personnes qui pratiquent les rituels traditionnels innus. Selon l'ethnologue, il est urgent de poursuivre les enquêtes et de filmer les entrevues afin de pouvoir conserver ce patrimoine qui est peu documenté et qui tombe dans l'oubli, faute de moyens financiers et de personnes compétentes pour recueillir les récits et les pratiques de la spiritualité traditionnelle. Les aînés disparaissent et la jeune génération est peu sensibilisée à la culture traditionnelle et plus ou moins motivée à prendre la relève. Tous les informateurs rencontrés sont des Innus, à l'exception du curé de la paroisse catholique de Betsiamites et de deux religieuses qui ont enseigné dans les réserves, des témoins précieux des pratiques catholiques encore répandues et des syncrétismes religieux.

Une lettre d'invitation à participer au projet pilote de l'inventaire du patrimoine immatériel religieux a été envoyée aux communautés choisies. Par la suite, nous avons sollicité une rencontre avec les responsables de la communauté afin de présenter en détail le projet. Lors de la rencontre, le responsable de la communauté désignait une personne ressource qui serait notre guide dans la communauté. Ces premiers contacts nous ont permis d'associer les membres des communautés au projet et d'établir un climat de confiance.

Nous avons opté pour une approche qui privilégie la cueillette des données par le biais de récits oraux et du film ethnographique, soit par la voix et l'image. L'enquête par le récit représente une forme d'entrevue semi-dirigée qui offre l'avantage de laisser l'informateur parler librement et facilement de ce qu'il sait et de ce qu'il a vécu. Nous inspirant de l'approche bien connue et répandue des récits de vie⁷, nous avons voulu l'étendre aux objets, aux lieux et aux pratiques. Il s'agit tout simplement de demander à l'informateur de parler d'objets, de lieux et de pratiques : leur histoire, leur signification et leur valeur patrimoniale. En plus d'évoquer le patrimoine en parlant de leurs expériences concrètes, les récits permettent de faire le lien entre le patrimoine immatériel et matériel. En effet, il est plus facile pour les informateurs de parler du patrimoine à partir du récit d'un objet concret, d'un lieu précis, d'une pratique significative ou de leur vie. Ces objets, ces lieux servent de soutien et de stimuli à la mémoire, facilitant le rappel du passé et le sens donné aux biens patrimoniaux. Le récit facilite le va-et-vient entre le sens et la chose, entre l'immatériel et le matériel, et la conception même du patrimoine.

Nous avons défini les quatre catégories de récits de la façon suivante :

1. Les récits de lieux portent sur l'usage et le sens des espaces les plus significatifs dans chacune des communautés, les hauts lieux de l'habitat (chapelle, sacristie, jardin, grotte, réfectoire, salle d'enseignement, cimetière, presbytère, synagogue, lieu de culte, espace communautaire) ;

2. Les récits d'objets renvoient aux objets matériels ayant une forte valeur symbolique et identitaire, et jugés les plus significatifs pour les communautés sur le plan patrimonial (objet religieux, vêtement liturgique, habit traditionnel, mobilier traditionnel, mobilier de cuisine, etc.) ;

3. Les récits de vie visent à documenter des vies ou des épisodes de vie de membres de la communauté renfermant un caractère exceptionnel et donc une valeur patrimoniale (missionnaire, artiste, artisan, enseignant, etc.) ;

7. Voir D. Bertaux, 1996; P. Brun, 2001; le Réseau québécois pour la pratique des histoires de vie (www.rqphv.org); et C. Dornier et R. Dulong, 2005.

4. Les récits de pratiques cultuelles et culturelles regroupent les dévotions particulières, les coutumes funéraires, les pratiques liturgiques significatives, les pratiques professionnelles marquantes, les savoir-faire uniques ayant une valeur à la fois pragmatique et symbolique dans la communauté (la statuaire, la broderie, la dentellerie, la dorure, le tressage, la fabrication d'objets religieux, la fabrication de produits alimentaires, etc.).

Les catégories choisies pour inventorier le patrimoine immatériel religieux se sont avérées pertinentes. Toutes les données recueillies lors des entrevues ont été traitées sans difficulté dans l'une ou l'autre des catégories. Trois fiches d'inventaire ont été rédigées : une fiche contenant les récits de lieux, d'objets, de pratiques, une autre sur la communauté et une dernière sur les récits de vie. Chacune des fiches comprend des données nominatives (nom, adresse de l'informateur, rôle dans la communauté, etc.), des données sur le récit (description générale, description historique, apprentissage, transmission, etc.) et des données techniques d'inventaire (nom de l'enquêteur, indexeur, documents audio et vidéo, date des entrevues et du traitement, etc.). Dans le cas d'un chevauchement de plusieurs types de récits dans la même entrevue, les enquêteurs ont rédigé des fiches d'inventaire pour chacun des récits. Lorsque différents informateurs ont abordé le même sujet, une fiche individuelle a été complétée. Dès le départ, nous avons privilégié une approche méthodologique permettant d'aller au-delà de la simple description; nous voulions rendre compte du vécu du patrimoine au sein de la communauté. Nous avons filmé autant que possible les entrevues, surtout d'objets, de lieux et de pratiques, afin de pouvoir lier la parole à l'image, le discours à l'objet, puis d'illustrer concrètement et de manière vivante les choses. Les fiches d'inventaire ont été créées en format Excel afin de faciliter le transfert automatique de l'information dans une banque de données informatisée, accessible sur le Web.

Survol des résultats recueillis

Les récits recueillis sont très diversifiés et couvrent bien les différents aspects du patrimoine immatériel religieux. Par exemple, parmi les récits de lieux, nous avons répertorié les pratiques liées à la tente à sudation, rituel de purification chez les Innus et la soukka de la communauté juive, symbole de la fragilité de la vie. Parmi les récits d'objets, nous avons recueilli des témoignages sur la relique de saint

Seraphim de Sarov, reconnu pour soulager les malades et sur la fabrication et la symbolique du cercueil en bois chez les Juifs. Les récits de vie témoignent de la mission des communautés : nous avons rencontré un missionnaire catholique ayant prêché au Japon pendant 50 ans et celui d'une religieuse ayant enseigné pendant 40 ans. Les récits de pratiques sont les plus nombreux, de la cérémonie de vêtue chez les Ursulines en passant par le bar mitzvah chez les Juifs et les vêpres orthodoxes.

Dans un récit de lieu portant sur le corridor de pierre chez les Ursulines, notre informatrice nous raconte pourquoi et comment ce corridor est devenu un lieu de mémoire pour la communauté. En déambulant dans le corridor, elle s'attarde aux détails d'une fenêtre, nous parle des dédicaces aux portes et des tâches quotidiennes au monastère, nous raconte le bombardement de Québec et nous montre l'endroit où Murray avait installé son quartier général :

Le corridor de pierre c'est un re-souvenir de toute l'histoire... l'histoire a une épaisseur chez les Ursulines, quand on marche dans le corridor de pierre, on a l'impression de vivre ce que nos mères ont vécu, les difficultés de construction, les faits historiques, et le fait qu'on travaillait dans ces endroits, ça nous les rendait coutumiers. Ces endroits vivaient avec nous et nous vivions avec les endroits.

Dans un autre récit de lieu, notre informateur innu nous explique comment son père lui a transmis ses savoirs et savoir-faire et nous parle de son expérience :

La première fois que j'ai fait une tente à suer j'avais peur et je ne voulais pas pénétrer à l'intérieur... la première fois que j'ai pénétré dans une tente à suer, j'ai eu de bonnes sensations, ce que j'ai ressenti m'a fait beaucoup de bien et j'étais fier de participer au rituel. Je vais vous raconter une histoire vécue par mon grand-père : il était dans la tente avec une autre personne. Il a demandé à la personne de sortir. Il se trouvait seul, la personne à l'extérieur a entendu mon grand-père parler avec quelqu'un et au même moment la tente s'est mise à bouger. Moi-même j'ai vu une tente bouger.

Dans les paroisses, nous avons recensé des pratiques qui, sans être directement liées au culte, sont étroitement associées à la vie communautaire. Les sonneurs de cloches de la cathédrale anglicane Holy Trinity de Québec exercent leur art pour le plaisir mais également pour marquer les temps religieux. Cette pratique, remontant au Moyen Âge, regroupe une dizaine de personnes, hommes et femmes, qui

s'entraînent pendant des semaines, voire des mois, pour apprendre à sonner de concert ces cloches renversées qui offrent au sonneur une grande précision d'exécution. Une fois bien synchronisés, ces sonneurs peuvent produire l'effet d'une véritable symphonie destinée à annoncer des messes, des mariages, des funérailles et d'autres moments forts de la vie religieuse.

À la synagogue, nous avons recueilli, entre autres, des récits sur les rites funéraires. Nos informateurs nous ont expliqué le sens et la valeur des objets, des pratiques et des lieux lors des funérailles : selon la tradition, le cercueil (récit d'objet) doit être simple puisque « les hommes sont tous égaux devant la mort ». Il ne comporte aucune pièce de métal et est fabriqué de matières naturelles biodégradables, afin que le corps redevienne rapidement poussière puisque « nous devons retourner à la terre d'où nous venons ». Un de nos informateurs nous raconte comment son père lui a transmis les pratiques concernant la préparation du corps du défunt (récit de pratique). Il nous montre le bain rituel (*mikveh*) et explique les étapes avant la mise en bière. Enveloppé simplement dans un linceul, les yeux et la bouche enduits de la terre d'Israël, le corps du défunt est veillé jusqu'à l'enterrement au cimetière (récit de lieu).

Le père de la paroisse orthodoxe russe nous montre comment s'effectue le transport des saintes espèces et des reliques (récit de pratique), et nous explique la signification des gestes rituels et la symbolique des vêtements sacerdotaux.

Toutes ces prestations font l'objet de « docu-clips ». Les objets, les lieux et les pratiques sont ainsi mis en contexte et leur valeur patrimoniale révélée.

Au total, 152 fiches ont été complétées à partir des données recueillies.⁸ Le type de récits inventoriés par catégorie (figures 1 et 2) représente bien le caractère varié de l'état et de la nature du patrimoine

8. Les enquêtes ont permis de rencontrer 76 informateurs, mener 83 entrevues, prendre 1 946 photos, enregistrer 82 heures de matériel audio et 61 heures de vidéo. À partir de ces données, nous avons réalisé 134 fiches descriptives, 96 extraits audio et 76 extraits vidéo pour les 8 communautés retenues. Les extraits audiovisuels durent entre deux et six minutes. Ces chiffres excluent les Augustines où le travail a été fait à partir des enquêtes menées précédemment par Diane Audy 2004.

Communautés	Pratiques		Récits d'objets	Récits de lieux	Récits de vie	Total
	Cultuelles	Culturelles				
Augustines de l'Hôtel-Dieu	4	10	3	1	1	19
Ursulines de Québec	5	5	1	4	2	17
Sulpiciens de Montréal	4	4	7	3	4	22
Holy Trinity de Québec	8	6	2	2	2	20
Synagogue Spanish and Portuguese de Montréal	6	3	5	2	8	24
Saint-Charles-Borromée de Charlesbourg	2	2	3	2	0	9
Église évangélique baptiste de Marieville	2	3	1	1	1	8
Innus de la Côte-Nord	2	2	1	2	0	7
Sobor des saints Pierre et Paul	4	2	6	6	8	26
TOTAL	37	37	29	23	26	152

Figure 1. Catégories de récits par communauté.

Communautés	Pratiques %		Récits d'objets %	Récits de lieux %	Récits de vie %	Total %
	Cultuelles	Culturelles				
Augustines de l'Hôtel-Dieu	21	53	16	5	5	100
Ursulines de Québec	29	30	6	23	12	100
Sulpiciens de Montréal	18	18	32	14	18	100
Holy Trinity de Québec	40	30	10	10	10	100
Synagogue Spanish and Portuguese de Montréal	25	12	21	8	34	100
Saint-Charles-Borromée de Charlesbourg	22	22	33	22	0	100
Église évangélique baptiste de Marieville	25	37.5	12.5	12.5	12.5	100
Innus de la Côte-Nord	29	29	13	29	0	100
Sobor des saints Pierre et Paul	15	8	23	23	31	100

Figure 2. Catégories de récits par communauté, en pourcentage.

de chaque regroupement religieux. Dans les communautés protestantes, il y a peu d'objets sacrés dans la mesure où le protestantisme décourage le culte des objets matériels. Cependant les pratiques culturelles et culturelles sont abondantes. On fait le même constat pour les communautés autochtones. Chez les sulpiciens, les membres de la communauté sont âgés, la relève peu nombreuse et plusieurs pratiques ont disparu. En revanche, le patrimoine mobilier et immobilier est très important. À la synagogue, nous avons recueilli un grand nombre de récits de vie, car la communauté tend à mettre en lumière la diversité culturelle des membres de la synagogue. Près de 50 % des récits répertoriés sont des récits de pratiques, ce qui exprime le caractère significatif du patrimoine immatériel dans les communautés (figure 3). Cependant, il est probable que, lors de l'inventaire national, principalement dans les congrégations catholiques, la répartition des catégories de récits soit plus diversifiée. D'une part, parce que plusieurs pratiques commencent à disparaître, d'autre part parce que les patrimoines immobilier (récits de lieux et de bâtiments) et mobilier (récits d'objets) sont importants. Nous avons également été surpris par la faible représentation des récits de vie au sein de l'inventaire. Compte tenu du fait que les membres des congrégations sont vieillissants, nous pensons que cet état se reflèterait dans une surreprésentation des récits de vie. C'est le contraire qui s'est produit. Comment l'expliquer? Sans doute par le fait que la plupart des religions prônent l'effacement de la personne devant la mission de la communauté. Les informateurs tendent ainsi à mettre de l'avant les accomplissements de la mission par les

RÉCITS	%	
Pratiques culturelles	24	48
Pratiques culturelles	24	
Objets	19	
Lieux	15	
Vie	19	

Figure 3. Récits inventoriés, en pourcentage.

rituels, l'architecture et les œuvres artistiques et artisanales, plutôt que par les personnes elles-mêmes qui ont parfois du mal à se concevoir comme patrimoine. C'est la figure du martyr qui est valorisée et donc la figure de l'anti-héros par excellence. Il faut dire aussi que nous avons demandé aux enquêteurs de ne retenir que les récits qui avaient une signification importante pour la communauté et qui permettaient de comprendre sa mission : récits de vie de missionnaire, d'enseignante, de curé, de membres de familles fondatrices. Cette exigence a peut-être dissuadé certains informateurs qui ne considéraient pas leur vie comme faisant partie du patrimoine de la communauté. Les données recueillies auprès des 76 informateurs rencontrés ont généré 133 fiches (excluant les récits des Augustines), soit 1,75 fiche par informateur. En effet, un informateur peut nous renseigner sur plusieurs sujets. Par exemple, le père Melnyk de la communauté orthodoxe russe a été l'informateur principal pour la plupart des pratiques culturelles de son église. Mais, il arrive parfois qu'il soit nécessaire de mobiliser plusieurs informateurs pour obtenir de l'information sur un sujet.

Il va sans dire que le traitement des données est une étape cruciale de l'inventaire. Il détermine la qualité de l'information qui sera diffusée sur le Web : la classification des récits, la richesse et la pertinence de la description textuelle, la qualité des images et du son sont autant d'éléments qui rendront les données faciles d'accès et faciliteront la compréhension du phénomène religieux. C'est un travail qui doit se faire avec minutie et qui nécessite une bonne formation. C'est pour cette raison que nous avons offert deux semaines de formation intensive aux enquêteurs afin de leur donner les connaissances requises dans différents domaines : le patrimoine religieux, l'enquête ethnologique en milieu religieux, les systèmes de classification, le film ethnographique, la numérisation des données, la recherche-action et la mise en ligne des informations.

La mise en place d'un système de classification : la grille de Jean Du Berger

La mise en place d'un système de classification logique et cohérent qui régularise le lexique utilisé a été un des problèmes majeurs auquel nous avons été confrontés. Contrairement à la culture matérielle qui bénéficie de systèmes de classification, comme celui de Chenhall largement employé en Amérique du Nord (Chenhall 1978 ; Blackaby 1988), il n'existe pas d'équivalent pour la culture immatérielle en raison

du développement récent de ce champ de connaissances. D'habitude, chaque auteur développe son propre système rudimentaire basé sur ses propres expériences régionales et nationales. Il en résulte une grande variété de typologies et une pléthore de définitions aux mots utilisés pour désigner les différents éléments du patrimoine immatériel, ce qui crée une grande confusion terminologique. Pour y remédier, nous avons repris et adapté la grille de pratiques culturelles de Jean Du Berger (1997). Professeur d'ethnologie à l'Université Laval, il l'avait développée comme un outil d'analyse du fonctionnement culturel. Il n'en demeure pas moins qu'elle s'avère être aussi un outil de classification très efficace car cette grille relationnelle évoque les rapports entre les différentes pratiques culturelles et démontre leur organisation et leur fonctionnement en société. En plus de contribuer à fixer le sens des mots, elle fournit une arborescence opératoire pour le patrimoine immatériel et nous permet de structurer la base de données dans un tout cohérent. La grille est divisée en trois champs : le champ coutumier, le champ pragmatique et le champ symbolique et expressif. Ces champs forment un réseau, le champ coutumier incluant pour ainsi dire les autres champs puisque la coutume est le fondement de notre vivre en société, de nos comportements.

Dans la grille de pratiques culturelles, les objets et les pratiques y sont interconnectés. Par exemple, les objets de dévotion pourront être considérés sous l'aspect de leur fabrication (champ pragmatique) ou de leur utilisation dans un rituel (champs symbolique et expressif). Ainsi les catégories ne sont pas exclusives et les champs interactifs, ce qui représente un avantage dans un inventaire informatisé sur le patrimoine immatériel religieux dans la mesure où notre définition du patrimoine immatériel se veut inclusive et interrelationnelle. Certaines pratiques, par exemple celles des associations caritatives laïques (champ coutumier), ont souvent un lien étroit avec des communautés religieuses et avec le religieux (champ symbolique). S'il ne s'agit pas véritablement de pratiques éthiques au sens strict, elles sont néanmoins inspirées d'une représentation du monde et d'un système de croyances.

900000 PRATIQUES ÉTHIQUES

910000 SYSTÈME DE CROYANCES

911000 Phénomène naturel et vision du monde

912000 Représentation d'être spirituel

913000 Forme tangible de représentation

914000 Mythe

920000 ORGANISATION RELIGIEUSE

921000 Religion

922000 Personnel religieux

923000 Espace religieux

924000 Temps religieux

930000 PRATIQUE RELIGIEUSE

931000 Culte

932000 Pratique langagière religieuse

933000 Enseignement religieux

934000 Pratique spirituelle

935000 Pratique ascétique

940000 PRATIQUE RITUELLE

941000 Objet rituel

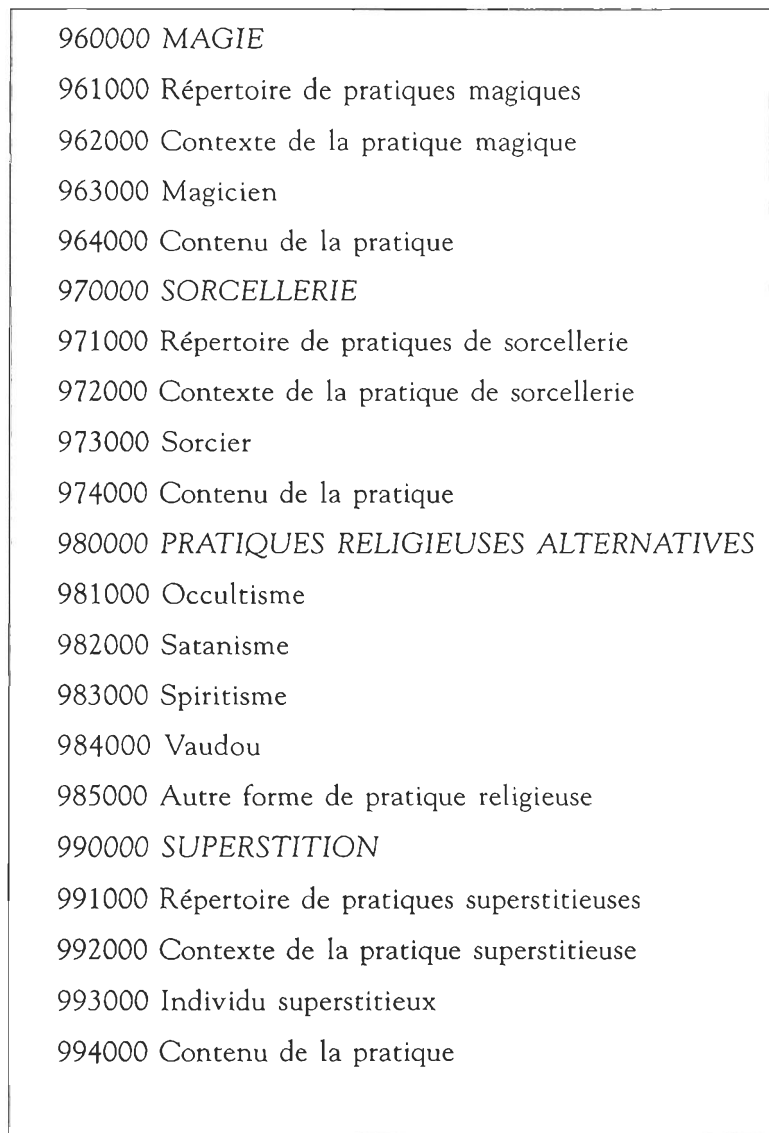
942000 Élément utilisé dans un rituel

943000 Geste rituel

950000 PRESCRIPTION ET INTERDIT

951000 Prescription religieuse

952000 Interdit religieux



960000 *MAGIE*

- 961000 Répertoire de pratiques magiques
- 962000 Contexte de la pratique magique
- 963000 Magicien
- 964000 Contenu de la pratique

970000 *SORCELLERIE*

- 971000 Répertoire de pratiques de sorcellerie
- 972000 Contexte de la pratique de sorcellerie
- 973000 Sorcier
- 974000 Contenu de la pratique

980000 *PRATIQUES RELIGIEUSES ALTERNATIVES*

- 981000 Occultisme
- 982000 Satanisme
- 983000 Spiritisme
- 984000 Vaudou
- 985000 Autre forme de pratique religieuse

990000 *SUPERSTITION*

- 991000 Répertoire de pratiques superstitieuses
- 992000 Contexte de la pratique superstitieuse
- 993000 Individu superstitieux
- 994000 Contenu de la pratique

Figure 4. Arborescence du champ des pratiques éthiques.

Les pratiques éthiques font partie du champ symbolique et expressif. Ce champ comprend les pratiques ludiques et esthétiques, les pratiques langagières et les pratiques ethnoscientifiques. Selon Du Berger, les pratiques éthiques (figure 4) ont pour objet « la compréhension et l'explication des phénomènes qui dépassent le domaine naturel par des systèmes de croyance, l'encadrement des rapports de l'homme avec ces phénomènes dans une organisation religieuse et un culte, leur contrôle par l'homme grâce à des pratiques rituelles, la régulation des conduites humaines en fonction de ces phénomènes par un ensemble de prescriptions et d'interdits » (1997 : 37). Si la grille offre flexibilité et souplesse dans le classement des pratiques, la classification appropriée pour chacun des récits demande réflexion et une bonne compréhension de la typologie.

La réflexion sur le classement des récits s'est faite tout au long du processus de traitement de l'information pendant et après le terrain. Puisque nous n'avions pas de cas concrets à traiter au début du projet pilote, l'expérience du terrain a servi de banc d'essai et fut l'occasion de tester l'opérabilité du système de classement. Dans l'ensemble, celui-ci a bien répondu aux attentes, hormis quelques ajustements. Afin d'assurer une certaine rigueur et un classement uniforme des données pour le même type de récits, nous avons toujours veillé à classer le récit en fonction de l'information recueillie lors de l'entrevue, c'est-à-dire de respecter scrupuleusement la parole et le geste de l'informateur. Il s'agit de bien noter si l'informateur évoque les modes de fabrication de l'objet, ou son utilisation sociale dans un rituel par exemple, ou sa valeur esthétique ou les trois à la fois, et de décider ensuite s'il n'y a pas un aspect dominant pour classer comme pratique technique, éthique ou esthétique. Lorsqu'un informateur était à même de produire plusieurs types de récits, nous l'avons incité à les distinguer et à les séparer afin de pouvoir mieux les enregistrer et les consigner dans des fiches différentes.

La grande majorité des récits recensés s'inscrit dans le champ des pratiques éthiques, ce qui n'est pas surprenant dans la mesure où il s'agit de patrimoine religieux. Il n'en demeure pas moins que 28 % des récits n'ont pas un caractère éthique dominant. Bien qu'ils baignent dans un contexte religieux, ils figurent davantage dans le champ des pratiques coutumières, vestimentaires et techniques (figure 5).

Classement des 152 récits	%
Pratiques coutumières	23 %
Pratiques vestimentaires	3 %
Pratiques techniques	2 %
Pratiques éthiques	72 %

Figure 5. Classement des récits par pratiques culturelles.

Nous avons réussi sans difficulté à classer les récits dans les cinq premiers niveaux (sur un total de six) de la grille Du Berger et cela pour les différentes religions retenues. L'exercice a confirmé le caractère universel du système de classification à partir de la grille Du Berger. Par exemple, pour le récit de la cérémonie de vêtue chez les Ursulines, on peut se rendre jusqu'au cinquième niveau dans le champ des pratiques éthiques :

900 000 Pratique éthique (niveau 1)
 920 000 Organisation religieuse (niveau 2)
 922 000 Personnel religieux (niveau 3)
 922 200 Religieux et religieuse (niveau 4)
 922 250 Vœux (niveau 5)

Il en va de même pour *Vercenia*, les vêpres chez les orthodoxes :

900 000 Pratique éthique (niveau 1)
 930 000 Pratique religieuse (niveau 2)
 931 000 Culte (niveau 3)
 931 100 Cérémonie (niveau 4)
 931 110 Vêpres (niveau 5)

Parfois, on obtient au quatrième niveau une identification suffisamment précise de la pratique. La procession de la Fête-Dieu chez les Ursulines de Québec en est un bon exemple :

900 000 Pratique éthique	(niveau 1)
930 000 Pratique religieuse	(niveau 2)
931 000 Culte	(niveau 3)
931 600 Procession	(niveau 4)

Dans certains cas, on peut se rendre jusqu'au sixième et dernier niveau de la grille Du Berger, comme dans les cas de la vie d'une hospitalière chez les Augustines ou d'un prêtre orthodoxe, qui nous permet d'atteindre l'œuvre de la personne :

900 000 Pratiques éthiques	(niveau 1)
920 000 Organisation religieuse	(niveau 2)
922 000 Personnel religieux	(niveau 3)
922 200 Religieux et religieuse	(niveau 4)
922 260 Forme d'action	(niveau 5)
922 262 Œuvre	(niveau 6)

Bien sûr, le libellé du récit nous renseigne sur la nature de l'information. Si on adopte le classement à quatre niveaux pour l'arborescence du site Web, on atteint un degré de précision satisfaisant pour faire des recherches très fines. Près de 95 % des récits peuvent être classés dans les quatre premiers niveaux de la grille. Néanmoins, il y aurait lieu de faire des ajustements à la grille afin de ne pas dénaturer les rites non chrétiens. Il serait donc pertinent de modifier l'appellation de certains niveaux pour permettre le classement des pratiques d'autres confessions (par exemple, « curé, rabbin, chef spirituel »). Il s'agirait en quelque sorte de « dé-catholiciser » la grille en utilisant des termes plus neutres et en y faisant au besoin certains ajouts.

La recherche-action : un outil de valorisation du patrimoine immatériel religieux

Pour favoriser la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine religieux, nous avons incorporé dans la démarche un volet recherche-action, toujours dans le but de ne pas se limiter à la simple conservation de ce patrimoine et d'encourager sa communication. Les interventions effectuées sur le terrain visent à accroître la diffusion et la mise en valeur éducative et culturelle des ressources ethnologiques identifiées. Cette approche vise des retombées immédiates au cours de la recherche de terrain à l'intérieur et hors de la communauté. Il ne s'agit pas de faire œuvre d'évangélisation, ni de pratiquer de la pastorale, mais plutôt de présenter les pratiques culturelles dans une perspective culturelle et d'assurer un retour de ces pratiques devenues patrimoine dans la communauté et la société élargie.

La valorisation se fait en trois temps. D'une part, directement sur le terrain, lors de la cueillette des données, par la publication d'articles dans les journaux, la participation à des émissions de radio et de télévision, l'organisation d'expositions temporaires et des conférences publiques. Les enquêteurs consacrent entre le quart et le tiers de leur temps de terrain à des projets de mise en valeur élaborés en collaboration avec les membres des groupes religieux. Les activités culturelles peuvent prendre plusieurs formes et se déroulent à différents moments du terrain selon les besoins et les attentes de la communauté. Les données recueillies sont tout d'abord déposées aux archives des communautés pour utilisation ultérieure. Pendant le terrain, les enquêteurs peuvent être amenés à participer à des activités déjà prévues dans la communauté. Dans la paroisse orthodoxe de Saint-Pierre et Saint-Paul, l'ethnologue a participé au montage d'une exposition sur le centième anniversaire de la fondation de la paroisse. À la demande du conseil d'administration de l'église baptiste de Marieville, l'enquêteur a numérisé les photographies remises par les paroissiens lors d'une cueillette spéciale dans la paroisse. Des entrevues ont été accordées aux journalistes pour des revues (par exemple, la revue *Notre-Dame-du-Cap*), des journaux (*Le Devoir*, le journal autochtone *Innuvelle*) ou des émissions radiophoniques (par exemple, à la radio *CKAU de Mani-Utenam*). Les témoignages recueillis auprès des Ursulines (enregistrements audio et vidéo) ont été utilisés dans le cadre d'une exposition sur la mission éducative des Ursulines. À la synagogue *Spanish and Portuguese* de Montréal, l'enquêteur a fait une présentation

des résultats de la recherche en Powerpoint aux membres de la communauté.

L'accessibilité sur un site Web représente le deuxième temps de la valorisation. La présentation des récits les plus remarquables sur plusieurs supports — textuels, iconographiques et audiovisuels — permet à chaque communauté de présenter ses traditions et de mieux exploiter son potentiel culturel. En plus d'aider directement les communautés dans l'identification de leur riche patrimoine immatériel, la mise en ligne des récits des communautés contribue à une meilleure connaissance des traditions religieuses qui ont façonné le Québec. L'Internet permet de multiplier les différentes formes de mise en valeur de cette riche base de données multimédias : par la fabrication de sites Web thématiques ou pour chaque communauté, le montage de présentations multimédias sur des questions précises, la préparation de matériel promotionnel pour le tourisme et l'élaboration de programmes de formation. Actuellement en cours de construction, le site Web du projet pourrait devenir un outil pédagogique dans le cadre du programme d'éthique et de culture religieuse du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. Ce nouveau programme est instauré dans les écoles primaires et secondaires depuis 2008. Le programme adopte une approche culturelle du phénomène religieux : il permet de poser un regard sur le patrimoine religieux du Québec dans toutes ses dimensions (immobilier, mobilier et immatériel). L'accent est mis sur les traditions religieuses qui ont marqué le Québec (catholicisme, protestantisme, judaïsme et spiritualité autochtone), mais s'intéressera également aux traditions religieuses anciennes (bouddhisme, islamisme, hindouisme, etc.) implantées plus récemment sur le territoire.

La diffusion scientifique constitue le troisième moyen de valorisation. L'inventaire représente un important corpus de données inédites dans lequel les étudiants et les professeurs peuvent puiser pour préparer des conférences, des séminaires, des mémoires de maîtrise, des thèses de doctorat, des articles scientifiques et des livres savants. Bien que plus restreinte, la diffusion scientifique permet de faire connaître le patrimoine immatériel du Québec dans le milieu des spécialistes, tant à l'échelle nationale qu'internationale.

Conclusion

Le projet pilote nous a permis de raffiner nos approches et de parvenir à des résultats concluants. Nous avons développé des pratiques

d'inventorisation qui, à l'aide des nouvelles technologies de l'information et de la communication, nous donnent la possibilité de créer une base de données multimédia numérique pour à la fois conserver et communiquer efficacement ce patrimoine immatériel religieux. La cueillette et la saisie par le biais de technologies audiovisuelles numériques des récits de lieux, d'objets, de pratiques et de vie permettent de capter les divers aspects de ce patrimoine, de le rendre plus visible et palpable, de bien contextualiser ses usages sociaux et d'intégrer ses dimensions matérielles et immatérielles. Grâce à la grille des pratiques culturelles de Jean Du Berger, nous avons élaboré un système de classement du patrimoine immatériel religieux qui est opératoire dans toutes les religions, du moins parmi celles que nous avons étudiées. Cette première grille de classification pourrait être étendue à l'ensemble du patrimoine immatériel et utilisée dans d'autres cultures et dans d'autres pays. Son caractère universel en fait un cadre de classement très souple, polyvalent, efficace et exportable. Le projet pilote nous a également donné l'occasion de développer une approche participative destinée à mettre en valeur ce patrimoine directement sur le terrain par des actions culturelles diverses : des sites Web, des expositions muséales, la production de DVD multimédia, des modules pédagogiques et des publications d'ordre scientifique. C'est par la communication des pratiques culturelles et culturelles patrimonialisées que l'on parviendra à conserver et à mettre en valeur ce riche chapitre du passé québécois. Une fois numérisé, le patrimoine immatériel religieux s'offre à des adaptations et à des applications diverses, à des appropriations et à des réappropriations par de nombreux acteurs sociaux. La base de données virtuelle devient elle-même un engin d'hybridation et de création sans limites.

Nous envisageons enfin, avec la Direction du patrimoine et de la muséologie du MCCCCF, d'intégrer cette base de données sur le patrimoine immatériel religieux du Québec à la banque de données ministérielle qui recèle déjà une grande quantité d'informations sur le patrimoine immobilier (bâtiments et sites) et mobilier (meubles, œuvres d'art, vêtements, artefacts) religieux. L'internaute aura alors la possibilité de cliquer sur une fiche d'inventaire d'une église classée et d'y trouver des informations sur l'architecture et également sur tous les biens patrimoniaux mobiliers et immatériels associés, contenant des fiches descriptives des principales œuvres artistiques et artisanales accompagnées de photos, d'images en 3D, et d'enregistrements audiovisuels. Par un simple clic, l'internaute accédera aux récits de lieux,

d'objets, de pratiques et de vie. Cette banque de données offrira une vision complète et intégrée du patrimoine. Connue sous l'acronyme PIMIQ (Patrimoine immobilier, mobilier et immatériel du Québec), elle représentera, à notre connaissance, la première banque de données informatisées du genre au monde.

960000 MAGIE

961000 Répertoire de pratiques magiques

962000 Contexte de la pratique magique

963000 Magicien

964000 Contenu de la pratique

970000 SORCELLERIE

971000 Répertoire de pratiques de sorcellerie

972000 Contexte de la pratique de sorcellerie

973000 Sorcier

974000 Contenu de la pratique

980000 PRATIQUES RELIGIEUSES ALTERNATIVES

981000 Occultisme

982000 Satanisme

983000 Spiritisme

984000 Vaudou

985000 Autre forme de pratique religieuse

990000 SUPERSTITION

991000 Répertoire de pratiques superstitieuses

992000 Contexte de la pratique superstitieuse

993000 Individu superstitieux

994000 Contenu de la pratique

Références

- Assemblée nationale du Québec, 2006. *Croire au patrimoine religieux du Québec. Rapport de la Commission de la culture*, Québec.
- Audy, Diane, 2004, *Enquête orale auprès des Augustines de la Miséricorde de Jésus des monastères de l'Hôtel-Dieu de Québec, l'Hôpital Général de Québec, l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec*, rapport préparé pour le Ministère de la Culture et des Communications de Québec.
- Barbeau, Marius, 1942. *Saintes artisanes I. Les brodeuses*. Montréal, Fides.
- , 1946. *Saintes artisanes II. Mille petites adresses*. Montréal, Fides.
- Bertaux, Daniel, 1996. *Récits de vie*. Paris, Nathan.
- Blackaby, James A., Patricia Green et le Nomenclature Committee, 1988. *The Revised Nomenclature for Museum Cataloguing. A Revised and Expanded Version of Robert G. Chenhall's System for Classifying Man-Made Objects*. Nashville, Tennessee, American Association for State and Local History.
- Brun, Patrick, 2001. *Émancipation et connaissance. Les histoires de vie en collectivité*. Paris, L'Harmattan.
- Chenhall, Robert G., 1978. *Nomenclature for Museum Cataloguing. A System for Classifying Man-made Objects*. Nashville, Tennessee, American Association for State and Local History.
- Deslandres, Dominique, John A. Dickinson et Olivier Hubert (dir.), 2007. *Les Sulpiciens de Montréal. Une histoire de pouvoir et de discrétion, 1657-2007*. Montréal, Fides.
- Dornier, Carole et Renaud Dulong (dir.), 2005. *Esthétique du témoignage*. Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme.
- Du Berger, Jean, 1997. *Grille de pratiques culturelles*, Québec, Septentrion.
- Morisset, Lucie K., Luc Noppen et Robert Caron (dir.), 1997. *La conservation des églises dans les villes-centres*. Québec, Septentrion.
- Morisset, Lucie K. et Luc Noppen, 2005, « L'avenir des églises au Québec. Contours et enjeux ». Dans Laurier Turgeon (dir.), *Le patrimoine religieux du Québec. Entre le cultuel et le culturel*. Québec, Presses de l'Université Laval.
- , 2006, *Les églises du Québec. Un patrimoine à réinventer*, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- Morisset, Lucie K., Luc Noppen et Thomas Coomans (dir.), 2006. *Quel avenir pour quelles églises?* Québec, Presses de l'Université du Québec.
- Simard, Jean, 1979. *Un patrimoine méprisé. La religion populaire des Québécois*. Montréal, Hurtubise HMH.

- , 1984. *Le Grand Héritage. L'Église catholique et la société du Québec*. Québec, Le gouvernement du Québec.
- , 1989. *Les arts sacrés au Québec*. Boucherville, Éditions Mortagne.
- , 1995. *L'art religieux des routes du Québec*. Québec, Les Publications du Québec.
- , 1998. *Le patrimoine religieux au Québec. Exposé de la situation et orientations*. Québec, Les Publications du Québec.
- et Benoît Lacroix (dir.), 1984. *Religion populaire, religion de clercs?* Québec, Institut québécois sur la culture.
- , Yves Bergeron et Marcel Masse, 2006. *Mémoire sur l'avenir du patrimoine religieux* présentée à la Commission de la culture de l'Assemblée nationale du Québec.
- Tanguay, Lise, 2005. « Un passé qui a de l'avenir! Le patrimoine des Augustines du monastère de l'Hôtel-Dieu de Québec ». Dans Laurier Turgeon (dir.), *Le patrimoine religieux du Québec*. Québec, Presses de l'Université Laval.
- Turgeon, Laurier, 2005, *Le patrimoine religieux du Québec. Entre le cultuel et le culturel*. Québec, Presses de l'Université Laval.
- , et Louise Saint-Pierre, 2008. *Projet pilote d'inventaire du patrimoine immatériel religieux. Bilan des activités*. Rapport présenté au Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine.